

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1990-1991

28 FÉVRIER 1991

PROPOSITION DE LOI

**réprimant les discriminations
à l'égard des handicapés
physiques ou mentaux**

(Déposée par M. Peeters)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES; MESSIEURS,

L'intégration a été érigée en principe dans notre société. Sans doute faut-il y voir une réaction contre la tendance, qui prévalait autrefois, de placer presque systématiquement les handicapés dans des institutions. Certes, ces institutions étaient de plus en plus confortables, mais les handicapés y vivaient coupés du reste du monde.

Si grâce à ce processus d'intégration, les handicapés ont pu, de plus en plus souvent, sortir de leur isolement, il s'est avéré bien vite que rien ni personne n'était prêt à les accueillir. La vie en dehors des institutions peut en effet se révéler particulièrement difficile et pénible pour les handicapés. Ceux-ci, ainsi que les associations qui s'efforcent de résoudre ces problèmes, se heurtent sans cesse à l'incompréhension de la société des valides. Les campagnes d'information organisées par les pouvoirs publics et des projets d'intégration adéquats peuvent fournir une aide appréciable, mais les handicapés n'en continuent pas moins de subir des discriminations.

1. Les pouvoirs publics, qui devraient être le moteur du processus d'intégration, s'en remettent encore beaucoup trop au hasard.

Les fédérations de handicapés ont réalisé toute une série de photographies montrant l'inaccessibilité des maisons communales aux moins-valides.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1990-1991

28 FEBRUARI 1991

WETSVOORSTEL

**tot bestraffing van discriminatie
jegens lichamelijk of geestelijk
gehandicapten**

(Ingediend door de heer Peeters)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Geïntegreerd samenleven is een begrip geworden in onze maatschappij. Deze geïntegreerde samenlevingsvorm was ongetwijfeld een reactie tegen de ontwikkeling die er voor zorgde dat de gehandicapte meer en meer in instellingen terecht kwam. Weliswaar binnen steeds mooiere instellingen, maar tegelijkertijd steeds meer geïsoleerd van het openbaar leven.

Door dit proces van integratie raakte de gehandicapte steeds meer het huis uit, maar het bleek dat niets of niemand aangepast leek voor zijn komst. Het leven buiten de instellingen kan namelijk bijzonder ongunstig en onvriendelijk zijn voor mindervaliden. Gehandicapten en de verenigingen die zich over de problematiek buigen moeten nog steeds opboksen tegen onbegrip vanwege de valide maatschappij. Informatiecampagnes vanwege de overheid en aangepaste integratieprojecten kunnen hierbij helpen, maar spijtig genoeg blijft de gehandicapte nog steeds in de verdrukking.

1. De overheid, die de motor zou moeten zijn van het integratieproces laat zelf nog te veel aan het toeval over.

Federaties van Gehandicapten maakten een heuse fotoreeks over de ontoegankelijkheid van gemeentehuizen.

Un handicapé a même entamé une action en justice contre l'inaccessibilité des salles d'audience du palais de justice.

Les handicapés rencontrent des difficultés dans les gares et sur les quais des gares, pour utiliser les distributeurs automatiques, pour accéder au métro, dans les toilettes publiques, aux passages pour piétons, etc.

Nombre de bureaux de vote sont difficilement accessibles, ce qui contrarie l'exercice par les handicapés de leur droit fondamental à élire leurs représentants. Même le Parlement, qui est le centre de la démocratie, est inaccessible aux personnes qui ne peuvent se déplacer qu'en fauteuil roulant. Peut-on imaginer un exemple plus révélateur?

Un handicapé a même été écarté d'un examen organisé par les pouvoirs publics parce qu'il ne pouvait y participer qu'en utilisant une machine à écrire, alors que les examens organisés par le Secrétariat permanent de recrutement doivent apparemment être présentés selon la formule des questionnaires à choix multiples.

2. Les établissements d'enseignement qui pourraient également jouer un rôle important dans le processus d'intégration, puisqu'ils devraient permettre de mettre en présence et de faire collaborer des enfants valides et des handicapés dès le début de leurs études, refusent encore souvent d'accueillir les handicapés.

Les arguments invoqués pour écarter ces enfants sont souvent dénués de pertinence. Il en résulte que la plupart des handicapés ne se risquent même pas à passer de l'enseignement spécial à l'enseignement ordinaire.

3. Pendant leur temps libre, les handicapés sont encore souvent en butte aux tracasseries du secteur horeca et des loisirs. Les centres de vacances se montrent réticents à accueillir des handicapés pendant la haute saison. Les handicapés prennent trop de place ou gênent les autres personnes aux terrasses des cafés, dans les restaurants et dans les dancings.

Leurs exploitants préfèrent ne pas obliger leur clientèle à côtoyer la souffrance. Quant aux cinémas, ils témoignent aussi de bien peu d'empressement à accueillir les handicapés.

Certains propriétaires vont jusqu'à invoquer la loi sur la prévention des incendies pour refuser de louer leur bien à des handicapés qui se déplacent en chaise roulante.

Cette problématique a même incité récemment le Ministre Van den Brande à adapter par voie d'arrêté ministériel la loi sur la prévention des incendies.

4. Enfin, il convient de mentionner le circuit du travail. Depuis quelques années déjà, les pouvoirs publics se sont imposé l'obligation d'engager un certain nombre de personnes handicapés.

En Wallonie, syndicats et patrons discutent de l'insertion d'un nombre minimal de travailleurs handicapés dans le secteur privé.

A certains endroits, ces accords sont intégrés dans les CCT.

Een mindervalide spande een rechtszaak in tegen de onbereikbaarheid van de rechtszalen van het Justitiepaleis.

Er zijn de moeilijkheden bij treinstations en spoorwegperrons, betaalautomaten, metro-toegangen, openbare toiletten, voetgangersstroken, enz.

Er is de slechte toegankelijkheid van vele stembureau's, welke een moeilijkheid vormde om gehandicapten hun fundamenteel recht tot het uitbrengen van een stem te garanderen. Zelfs het Parlementsgebouw, centrum van de democratie blijft ontoegankelijk voor rolstoelgebruikers. Is er nog een duidelijker voorbeeld?

Een gehandicapte werd zelfs geweerd voor een examen van de overheid omdat hij enkel via het gebruik van een schrijfmachine kon deelnemen. Dit terwijl examens bij het Vast Werkingss Secretariaat blijkbaar moeten afgelegd worden op basis van multiple-choice systemen.

2. Onderwijsinstellingen die eveneens een belangrijke rol kunnen spelen bij het integratieproces, omdat men er valide kinderen reeds bij de aanvang van hun studies kan confronteren en doen samenwerken met gehandicapten, weigeren nog veelvuldig deze gehandicapten.

De argumentatie is meestal niet relevant. Dit maakt dat de meeste gehandicapten niet eens de stap wagen vanuit het bijzondere onderwijs naar de gewone school.

3. Tijdens hun vrije tijd worden gehandicapten vaak nog gekweld door de horeca- en ontspannings-economie. Vakantiecentra zijn niet happig naar mindervalide gasten tijdens het hoogseizoen. Op caféterasjes, in restaurants en dancings nemen gehandicapten teveel plaats in of storen ze de andere gebruikers.

Eigenaars willen hun cliënteel liefst niet confronteren met leed. Bioscopen stellen zich evenmin vriendelijk op tegenover gehandicapten.

Sommige eigenaars beroepen zich zelfs op de wet in verband met de brandveiligheid om gehandicapte rolstoelgebruikers te weren.

Deze problematiek noopte minister Van den Brande onlangs zelfs tot een aanpassing bij ministerieel besluit van de wet op de brandveiligheid.

4. Tot slot is er nog het arbeidscircuit. Hier legde de overheid zich reeds een aantal jaren terug de verplichting op om een aantal gehandicapten in dienst te nemen.

In Wallonië praten vakbonden en patroons over de opname van een minimum aan gehandicapte werknemers binnen de private sector.

Op sommige plaatsen werden deze overeenkomsten opgenomen binnen CAO's.

En ce qui concerne la mise au travail, il demeure toutefois très difficile de connaître les raisons pour lesquelles les handicapés sont retenus ou non comme étant aptes au travail et il est en tout cas manifeste qu'ils rencontrent des difficultés supplémentaires sur le plan de l'insertion dans la vie active.

Ce ne sont là que quelques exemples. En 1990, le Parlement français a voté une loi visant à réprimer les discriminations basées sur les handicaps mentaux ou physiques et les maladies, loi qui, au départ, n'avait pour but que la protection des personnes atteintes du Sida.

Cependant, au cours de cette période également, diverses plaintes ont été enregistrées concernant le refus de laisser entrer des handicapés dans certains établissements du secteur horeca, etc.

En France également, il s'est avéré qu'il ne s'agissait là que de quelques exemples, parmi tant d'autres, de discriminations dont sont victimes des êtres humains qui ont le malheur d'être « différents ».

L'instauration de cette loi, qui permet aux groupes d'action de se constituer partie civile, fait de la France un des premiers pays au monde à protéger formellement cette catégorie de la population.

Comme il n'existe pas encore dans notre pays de loi interdisant explicitement toute discrimination à l'égard des handicapés, ceux-ci ou les associations qui les représentent ne disposent d'aucun moyen de s'opposer à cette discrimination.

Depuis le 30 juin 1981, il existe en Belgique une loi « contre le racisme » qui interdit toute discrimination fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique.

Bien qu'une telle législation confirme dans une certaine mesure l'existence du problème et que la répression puisse parfois provoquer une réaction contraire, il faut souligner que la répression constitue dans bien des cas le moyen ultime de faire comprendre aux gens que leur comportement à l'égard d'autres membres de la communauté est inadmissible.

On peut même se demander si, finalement, il ne serait pas souhaitable de mettre sur pied une législation antidiscriminatoire globale qui définirait le groupe cible de la manière la plus large possible. Le sentiment d'être l'objet d'une discrimination est en effet ressenti de la même manière par chacun, que cette discrimination soit fondée sur la couleur de la peau, la nationalité, un handicap, l'âge ou l'homosexualité.

Une telle législation globale pourrait être basée sur l'article 6 de la Constitution : « Il n'y a dans l'Etat aucune distinction d'ordres. Les Belges sont égaux devant la loi; seuls ils sont admissibles aux emplois civils et militaires, sauf les exceptions qui peuvent être établies par une loi pour des cas particuliers ».

Toch blijft het met betrekking tot de tewerkstelling erg moeilijk om te achterhalen op welke basis gehandicapten al dan niet weerhouden worden als geschikte arbeidskrachten en is het alleszins overduidelijk dat zij met betrekking tot de inschakeling in het arbeidsproces heel wat extra moeilijkheden ondervinden.

Tot hier een aantal voorbeelden.

Het Franse parlement stemde in 1990 een wet die de discriminatie jegens geestelijke of lichamelijke gehandicapten en zieken beteugelt, waarbij men aanvankelijk alleen de bescherming van aidspatiënten op het oog had.

Maar ook in deze periode kwamen diverse klachten binnen in verband met het niet toelaten van gehandicapten tot horeca-uitbatingen, enz.

Ook in Frankrijk bleken dit slechts enkele voorbeelden te zijn uit een waslijst van discriminaties jegens mensen die « anders » zijn.

In de wettekst, goedgekeurd in Frankrijk wordt het mogelijk gemaakt dat actiegroepen zich burgerlijke partij kunnen stellen en Frankrijk is dan ook een van de eerste landen in de wereld die deze bevolkingsgroep duidelijk beschermt.

Dergelijke wet, die het discrimineren van gehandicapten uitdrukkelijk verbiedt, kent ons land nog niet en gehandicapten of hun vertegenwoordigende verenigingen kunnen zich dan ook op generlei wijze verzetten tegen deze discriminatie.

Sinds 30 juni 1981 kennen wij in België wel een « wet tegen het racisme », die alle discriminatie op grond van ras, huidskleur, afkomst en nationale of etnische afstamming verbiedt.

Alhoewel een dergelijke wetgeving enigszins het probleem bevestigt en een repressief optreden soms een tegenreactie kan oproepen, dient te worden aangestipt dat bestraffing in vele gevallen het laatste redmiddel is om mensen duidelijk te maken dat er iets niet klopt in hun houding tot andere leden van de maatschappij.

Uiteindelijk kunnen we ons ook de vraag stellen of het zelfs niet aangewezen is dat er een globale antidiscriminatiewet tot stand komt, waarbij de doelgroep zo groot mogelijk omschreven wordt. De ervaring van gediscrimineerd te worden, is immers voor iedereen gelijk, of het nu over huidskleur, nationaliteit, gehandicapt zijn, bejaard zijn of homo zijn gaat.

Voor een dergelijke globale wetgeving kan men zich baseren op artikel 6 van de Grondwet : « Er is in de Staat geen onderscheid van standen. De Belgen zijn gelijk voor de wet; zij alleen zijn tot de burgerlijke en militaire bedieningen benoembaar, behoudens de uitzonderingen die voor bijzondere gevallen door een wet kunnen worden gesteld. »

Cette législation aurait pour effet de resserrer les liens de solidarité parmi la population et de faciliter la répression des infractions.

La présente proposition de loi vise par ailleurs à susciter un débat beaucoup plus général, au cours duquel pourraient être discutés les problèmes d'autres groupes minoritaires qui ont à pâtir d'une forme quelconque de discrimination.

Il nous semble toutefois nécessaire de déposer dès à présent cette proposition de loi, afin d'apporter une solution immédiate aux besoins et aux problèmes les plus urgents des handicapés dans l'attente de ce débat général.

Zo'n globale wetgeving zal immers de onderlinge solidariteit en actiebereidheid tegen inbreuken vergroten en vergemakkelijken.

Dit wetsvoorstel poogt alleszins ook een aanzet te geven tot een veel algemenere discussie waarbij ook de problemen van andere minderheidsgroepen die te lijden hebben onder enige vorm van discriminatie kunnen besproken worden.

Het lijkt ons evenwel noodzakelijk om nu reeds dit voorstel van wet in te dienen, in een poging om, naast het op gang brengen van dit algemeen debat, onmiddellijk aan de meest prangende noden en problemen van gehandicapten tegemoet te komen.

L. PEETERS

PROPOSITION DE LOI

Article 1er

Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs ou d'une de ces peines seulement :

1° celui qui, dans les circonstances visées à l'article 444 du Code pénal, aura incité à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne en raison de ses handicaps physiques ou mentaux;

2° celui qui, dans les circonstances visées à l'article 444 du Code pénal, aura incité à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'un groupe, d'une communauté ou de ses membres en raison des handicaps physiques ou mentaux de ses membres ou de certains d'entre eux;

3° celui qui, dans les circonstances visées à l'article 444 du Code pénal, aura manifesté son intention de faire une telle discrimination;

4° L'instance qui, ayant sous sa responsabilité, ou l'autorité qui, ayant dans ses compétences, des bâtiments accessibles au public, visés par la loi du 17 juillet 1975 relative à l'accès des handicapés aux bâtiments accessibles au public, aura discriminé une personne handicapée physique ou mentale en n'appliquant pas les dispositions de ladite loi.

Art. 2

Celui qui, lors de la fourniture ou de l'offre de fourniture d'un bien ou d'un service dans un lieu accessible au public, se sera rendu coupable de discrimination à l'égard d'une personne en raison de ses handicaps physiques ou mentaux, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs ou d'une de ces peines seulement.

Les mêmes peines seront appliquées lorsque la discrimination aura été faite à l'égard d'un groupe, d'une communauté ou de ses membres en raison des handicaps physiques et mentaux de ces membres ou de certains d'entre eux.

Art. 3

Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs ou d'une de ces peines seulement, celui qui appartient à un groupe ou à une association qui pratique ou prêche ouvertement la discrimination à l'égard de personnes présentant un handicap physique ou

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met een geldboete van zesentwintig frank tot vijfhonderd frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft :

1° de persoon die in de omstandigheden genoemd in artikel 444 van het Strafwetboek aanzet tot discriminatie, haat of geweld jegens een persoon wegens zijn lichamelijke of geestelijke gebreken;

2° de persoon die in de omstandigheden genoemd in artikel 444 van het Strafwetboek aanzet tot discriminatie, haat of geweld jegens een groep, een gemeenschap of de leden ervan, wegens lichamelijke of geestelijke gebreken van hun leden of van sommigen onder hen;

3° de persoon die in de omstandigheden genoemd in artikel 444 van het Strafwetboek aan zijn voornemen tot dergelijke discriminatie publiciteit geeft;

4° de verantwoordelijke instantie of bevoegde overheid van gebouwen toegankelijk voor het publiek waarop de wet van 17 juli 1975 betreffende de toegankelijkheid van toepassing is en die door het niet toepassen van de bepalingen opgenomen in deze wet een persoon met lichamelijke of geestelijke gebreken discrimineert.

Art. 2

Hij die bij het leveren of bij het aanbieden van levering van een goed of een dienst op een plaats die voor het publiek toegankelijk is discriminatie bedrijft jegens een persoon wegens zijn lichamelijke of geestelijke gebreken, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met geldboete van zesentwintig frank tot tweehonderd frank of met een van die straffen alleen.

Dezelfde straffen worden toegepast wanneer de discriminatie bedreven is jegens een groep, een gemeenschap of de leden ervan wegens lichamelijke en geestelijke gebreken van deze leden of van sommigen onder hen.

Art. 3

Met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van zesentwintig frank tot vijfhonderd frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij die behoort tot een groep of tot een vereniging die openlijk discriminatie bedrijft of verkondigt ten overstaan van personen met lichamelijke of

mental, dans les circonstances visées à l'article 444 du Code pénal, ou qui prête son concours à un tel groupe ou à une telle association.

Art. 4

Sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à un an, tout fonctionnaire ou officier public, tout dépositaire ou agent de l'autorité ou de la force publique qui aura refusé arbitrairement à une personne, en raison de son handicap physique ou mental, l'exercice d'un droit ou d'une liberté reconnus à toute personne.

Les mêmes peines seront appliquées lorsque les faits auront été commis en raison des handicaps physiques ou mentaux des membres ou de certains d'entre eux.

Si l'inculpé justifie qu'il a agi par ordre de ses supérieurs, pour des objets du ressort de ceux-ci et sur lesquels il leur était dû obéissance hiérarchique, les peines seront appliquées seulement aux supérieurs qui auront donné l'ordre.

Si les fonctionnaires ou officiers publics, prévenus d'avoir ordonné, autorisé ou facilité les actes arbitraires susvisés, prétendent que leur signature a été surprise, ils seront tenus, en faisant, le cas échéant, cesser l'acte, de dénoncer le coupable; sinon, ils seront poursuivis personnellement. Si l'un des actes arbitraires susvisés a été commis au moyen de la fausse signature d'un fonctionnaire public, les auteurs du faux et ceux qui, méchamment ou frauduleusement, en auront fait usage, seront punis des travaux forcés de dix ans à quinze ans.

Art. 5

Les organismes d'intérêt public et associations qui, le jour des faits, possèdent la personnalité juridique depuis cinq ans au moins et qui se sont fixé statutairement comme but de défendre les droits des handicapés ou de l'homme ou de lutter contre différentes formes de discrimination, peuvent ester en justice dans tous les litiges auxquels l'application de la présente loi peut donner lieu, lorsqu'il y a infraction aux principes qu'ils défendent statutairement. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'une infraction qui est visée aux articles 1^{er}, 1^o, 2. premier alinéa, et 4, premier alinéa, et commise à l'égard de personnes physiques, la demande de l'organisme d'intérêt public ou de l'association n'est recevable que si ceux-ci démontrent qu'ils ont obtenu l'accord des personnes en question.

geestelijke gebreken in de omstandigheden genoemd in artikel 444 van het Strafwetboek, dan wel aan zodanige groep of vereniging zijn medewerking verleent.

Art. 4

Met gevangenisstraf van vijftien dagen tot een jaar wordt gestraft ieder openbaar officier of ambtenaar, ieder drager of agent van het openbaar gezag of van de openbare macht die een persoon wegens hun lichamelijke of geestelijke gebreken, de uitoefening van een recht of van een vrijheid, die algemeen geldend is voor de leden van de samenleving, op willekeurige wijze onttrekt.

Dezelfde straffen worden toegepast wanneer de feiten begaan zijn wegens de lichamelijke of geestelijke gebreken van de leden of van sommigen onder hen.

Indien de verdachte bewijst dat hij heeft gehandeld op bevel van zijn meerderen, in zaken die tot hun bevoegdheid behoren en waarin hij hen als ondergeschikte gehoorzaamheid verschuldigd was, worden de straffen alleen toegepast op de meerderen die het bevel hebben gegeven.

Indien openbare officieren of ambtenaren ervan beticht worden de bovengenoemde daden van willekeur te hebben bevolen, toegelaten of vergemakkelijkt, en indien zij beweren dat hun handtekening bij verrassing is verkregen, zijn zij verplicht de daad in voorkomend geval te doen ophouden en de schuldige aan te geven; anders worden zij zelf vervolgd. Indien een van de bovengenoemde daden van willekeur is gepleegd door middel van de valse handtekening van een openbaar ambtenaar, worden de daders van de valsheid en zij die er kwaadwillig of bedriegelijk gebruik van maken, gestraft met dwangarbeid van tien tot vijftien jaar.

Art. 5

De instellingen van openbaar nut en verenigingen die op de dag van de feiten sedert ten minste vijf jaar rechtspersoonlijkheid bezitten en zich statutair tot doel stellen de rechten van de gehandicapten of de rechten van de mens te verdedigen of diverse vormen van discriminatie te bestrijden, kunnen in rechte optreden in alle rechtsgeschillen waartoe de toepassing van deze wet aanleiding kan geven, wanneer afbreuk is gedaan aan hetgeen zij statutair nastreven. Wanneer het echter gaat om een misdrijf, bedoeld in de artikelen 1, 1^o, 2. eerste lid, en 4, eerste lid, en gepleegd tegen natuurlijke personen is de verordening van de instelling van openbaar nut of van de vereniging alleen ontvankelijk als deze laatste aantoonst dat zij de instemming van de personen heeft gekregen.

Art. 6

Toutes les dispositions du Livre premier du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, s'appliquent aux infractions définies par la présente loi.

22 novembre 1990.

Art. 6

Alle bepalingen van het Eerste Boek van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing op de misdrijven omschreven in deze wet.

22 november 1990.

L. PEETERS
M. DE MEYER